

# LOI

## modifiant celle du 4 mai 2004 sur la protection des mineurs

850.41

du 29 mai 2012

---

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

### **Article premier**

<sup>1</sup> La loi du 4 mai 2004 sur la protection des mineurs est modifiée comme suit :

#### **Art. 6            Compétences**

a) En général

<sup>1</sup> Le service en charge de la protection des mineurs (ci-après : le service) est l'autorité compétente en matière de prévention des facteurs de mise en danger, de protection des mineurs et de réhabilitation des compétences éducatives des parents, dans le domaine socio-éducatif.

<sup>2</sup> Abrogé.

<sup>3</sup> Le service peut en outre organiser l'exécution de certaines de ses tâches en offices régionaux.

<sup>4</sup> Les compétences des autorités de protection de l'enfant et des autorités judiciaires sont réservées.

#### **Art. 13          Buts et conditions d'intervention**

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> Lorsque le développement physique, psychique, affectif ou social d'un mineur est menacé et que les parents ne peuvent y remédier seuls, le service prend, d'entente avec les parents, les mesures de protection nécessaires.

<sup>3</sup> Le service peut être saisi par une demande d'aide des parents, du mineur capable de discernement ou de son représentant légal ou par un signalement. Sont réservées les compétences des autorités judiciaires et de protection de l'enfant compétentes.

#### **Art. 21          Surveillance et curatelle éducative**

<sup>1</sup> L'autorité judiciaire ou l'autorité de protection de l'enfant peut charger le service d'exécuter les mesures qu'elle ordonne en application de l'article 307, alinéa 3 CC (surveillance éducative) et 308, alinéa 1 CC (curatelle éducative).

<sup>2</sup> Le service peut solliciter des institutions ou des organismes publics ou privés pour collaborer à l'exécution de ces mandats.

#### **Art. 23          Mandat de droit de garde**

<sup>1</sup> Lorsque l'autorité judiciaire ou l'autorité de protection de l'enfant, en application de l'article 310 CC, retire un mineur aux père et mère ou aux tiers chez qui il se trouve, le service peut être chargé d'un mandat de garde. Il pourvoit alors au placement du mineur dans une famille ou une institution, au mieux des intérêts du mineur.

<sup>2</sup> Sans changement.

## **Art. 24 b Désignation du curateur**

<sup>1</sup> Lorsque l'autorité judiciaire ou l'autorité de protection de l'enfant entend confier au service une curatelle éducative, une curatelle de surveillance des relations personnelles ou de représentation en application des articles 21, 22 et 24 de la présente loi, elle désigne nommément un collaborateur du service chargé de l'exécution de la curatelle, sur proposition de ce dernier.

## **Art. 26 Saisine du service**

<sup>1</sup> Le service peut être saisi par :

- a. un signalement ;
- b. une demande d'aide des parents ou du mineur capable de discernement.

<sup>2</sup> Abrogé.

<sup>3</sup> Abrogé.

<sup>4</sup> Abrogé.

<sup>5</sup> Abrogé.

## **Art. 26 a Signalement**

<sup>1</sup> Toute personne peut signaler la situation d'un enfant semblant avoir besoin d'aide. Elle adresse son signalement simultanément à l'autorité de protection de l'enfant et au service.

<sup>2</sup> L'obligation de signaler, simultanément à l'autorité de protection de l'enfant et au service, le cas d'un enfant semblant avoir besoin d'aide au sens des articles 301 et ss CC est réglée par la loi vaudoise d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant (LVP AE).

## **Art. 27 Traitement du signalement**

<sup>1</sup> La LVP AE règle les modalités d'appréciation des données faisant l'objet du signalement au service et à l'autorité de protection de l'enfant ainsi que la suite qui lui est donnée.

<sup>2</sup> La LVP AE règle également l'obligation faite au service de dénoncer les faits susceptibles de constituer une infraction poursuivie d'office dans le domaine de la protection des enfants et dont il a connaissance dans le cadre de l'appréciation du signalement ou de la prise en charge du mineur.

<sup>3</sup> Abrogé.

<sup>4</sup> Abrogé.

<sup>5</sup> Abrogé.

## **Art. 27 a Traitement de la demande d'aide**

<sup>1</sup> Lorsque les parents, le représentant légal ou le mineur capable de discernement adressent une demande d'aide au service, celui-ci procède à une appréciation de la situation, afin d'identifier la mise en danger du développement du mineur et la capacité des parents d'y faire face seuls ou avec l'aide appropriée d'autres professionnels. A cette fin, le service prend, en accord avec les parents, toutes les informations utiles, notamment auprès des professionnels concernés par la situation du mineur.

<sup>2</sup> Au terme de son appréciation, si les conditions d'intervention du service (art. 13) sont remplies, le service propose aux parents et au mineur capable de discernement les modalités d'action socio-éducative définies par la présente loi ou toute autre prestation, notamment de prévention secondaire, nécessaires à la protection du mineur concerné.

<sup>3</sup> Si les parents refusent les modalités de l'action socio-éducative qui paraissent nécessaires au service pour assurer la protection du mineur concerné, le service saisit l'autorité de protection de l'enfant conformément à la présente loi et à la LVP AE. Il en informe les parents du mineur et le mineur capable

de discernement.

<sup>4</sup> Si l'appréciation fait apparaître que les conditions d'intervention du service ne sont pas remplies, le service peut néanmoins orienter les parents et le mineur capable de discernement vers toute prestation utile au mineur, notamment de prévention secondaire, sans l'intervention du service.

#### **Art. 28**      **Clause d'urgence**

<sup>1</sup> En cas de péril en la demeure menaçant le mineur et lorsque l'autorité judiciaire ou de protection de l'enfant compétente ne peut prendre à temps les mesures immédiatement nécessaires à la protection du mineur, le service peut prendre de telles mesures.

<sup>2</sup> Les mesures urgentes prises conformément aux alinéas précédents sont soumises sans délai à l'autorité judiciaire ou de protection de l'enfant, qui statue sur leur bien-fondé.

#### **Art. 61**      **Recours contre les décisions du service**

- <sup>1</sup>
- a. Un recours est ouvert auprès des autorités de protection de l'enfant au mineur capable de discernement ainsi qu'à tout intéressé, contre les décisions prises par le service en tant que surveillant ou gardien, en application des articles 21, 22 23 et 24b de la présente loi. Le recours s'exerce auprès du président du Tribunal d'arrondissement lorsque le mandat de garde ou de surveillance émane de ce magistrat.
  - b. Un recours est ouvert au mineur capable de discernement ou à son représentant légal auprès du Tribunal des mineurs, en tant qu'autorité d'exécution, contre les décisions prises par le service dans le cadre des mandats qui lui sont confiés, conformément à la loi sur la juridiction pénale des mineurs.
  - c. Un recours est ouvert auprès du Tribunal cantonal pour toutes les autres décisions prises par le le service, conformément à la loi sur la juridiction et la procédure administratives.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Dans la loi du 4 mai 2004 sur la protection des mineurs, la dénomination "Département" est remplacée par "service en charge de la protection des mineurs" et désignée par "le service". De plus, l'expression "SPJ" est également remplacée par "le service".

<sup>2</sup> Dans cette même loi, la dénomination "autorité tutélaire" est remplacée par "autorité de protection de l'enfant".

#### **Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 29 mai 2012.

Le président du Grand Conseil :

Le secrétaire général du Grand Conseil :

*J.-R. Yersin*

*O. Rapin*

Le Conseil d'Etat ordonne la publication de la présente loi, conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale.

Lausanne, le 13 juin 2012.

Le président :

Le chancelier :

*P. Broulis*

*V. Grandjean*

Date de publication : 26 juin 2012.

Délai référendaire : 5 août 2012.